Rés. #5326-05-20 Comptes à payer :	Il est proposé par M. Réjean Lord résolu unanimement d'accepter les comptes à payer pour le mois d'avril 2020, au montant de 38178.20\$ (ch# C2000152 à ch# C2000177), au montant de 29 821.76\$ (ch# M2000070 à M2000088), ainsi que la liste de paie au montant de 16 653.13\$ (ch.# D2000139 à D2000164) et pour les lots intra au montant de 3 060.25\$ (ch#C2000004 à ch#C2000005) et que la municipalité a les crédits disponibles pour ces dépenses. Adoptée.
Rés. #5327-05-20 Situation financière :	Il est proposé par M. Julien Chalifoux et résolu unanimement d'accepter la situation financière d'avril 2020. Adoptée.
Période de questions :	Aucune question
Rapport du Maire:	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de réunion de la MRC en avril - L'enregistrement de la réunion doit être mis sur le site internet de la Municipalité dès le lendemain de la séance. - L'émondage des 4 arbres nuisibles a été fait - Programme d'aide à la voirie locale a été reporté
Rapports lots intra municipaux.	<ul style="list-style-type: none"> - un courriel a été envoyé à Matériaux Blanchet, Ryan et Eacom pour leur offrir notre volume de 3 800M³ provenant du PRAU - Lots intra : Négociation des taux entre le syndicat et les entreprises - Lots épars : la coupe de bois nous a rapporté environ 7 000\$
Autres rapports	Comité embellissement : Les fleurs sont achetées mais les pots sont en commande
Rés. #5328-05-20 Formation en ligne	Il est proposé par M. Yvan Fortier et résolu unanimement d'inscrire Mme Fanny Veilleux à la formation en ligne Rédaction des règlements et procès-verbaux. Adoptée
Rés. #5329-05-20 États financier OMH 2017	Il est proposé par M. Yvan Fortier et résolu unanimement d'accepter les états financiers de l'Office municipal d'habitation pour l'année 2017. Adoptée
Rés. #5330-05-20 Nettoyage réservoir eau potable	Il est proposé par M. Réjean Lord et résolu unanimement d'accepter la soumission de H2OTech au montant de 4 323.04\$ plus les taxes applicables pour le nettoyage, désinfection de 2 réservoirs d'eau potable. Adoptée
Rés. #5331-05-20 Internet haute vitesse pour tous les canadiens	<p>CONSIDÉRANT QUE l'évolution des technologies numériques et le virage pris pour une utilisation accrue de ces technologies dans toutes les assises de la société;</p> <p>CONSIDÉRANT QUE la plupart des régions du Québec comportent des zones où un tel service est inefficace ou inaccessible ;</p> <p>CONSIDÉRANT QUE le gouvernement s'est engagé déjà à plusieurs reprises à régler les problèmes de connectivité internet mais que les échéanciers ne répondent pas à l'urgence ;</p> <p>CONSIDÉRANT QUE le développement social et économique régional ne peut pas se réaliser sans un réseau Internet et une couverture cellulaire fiables, performants et abordables;</p> <p>CONSIDÉRANT QUE l'absence de connexion internet adéquate prive de nombreux citoyens de revenus provenant du télétravail imposé par la crise ou de l'adaptation de leur entreprise à la réalité de la situation actuelle ;</p> <p>CONSIDÉRANT QUE la crise actuelle de la COVID-19 a démontré qu'un accès à un internet haute-vitesse performant et abordable est un service essentiel ;</p>

CONSIDÉRANT QUE la présente demande est le reflet du rapport d'experts commandé par le gouvernement (le Rapport Yale), lequel concluait à « l'urgence d'agir » en matière, entre autres, d'accessibilité à Internet pour tous les Canadiens ;

CONSIDÉRANT QUE la sécurité est souvent un enjeu quand, dans certaines régions, même la connexion téléphonique cellulaire est déficiente ou absente, rendant impossible de contacter les services d'urgence ;

CONSIDÉRANT QUE de nombreuses demandes ont été présentées par des entreprises de télécommunications pour l'obtention de subventions dans le but d'assurer le déploiement d'Internet à large bande dans les régions négligées par les grandes entreprises canadiennes, et que les réponses se font attendre ;

CONSIDÉRANT QUE pour le développement et toutes les performances de l'Abitibi-Ouest, Internet Haute vitesse est devenu une nécessité, voire même une urgence;

CONSIDÉRANT QU'une portion importante du territoire de la MRC et que 40% des citoyens ont un service internet haute vitesse sous les standards (50Mb/s et 10Mb/s) et qu'il s'agit là d'une fracture numérique majeure, privant les citoyens d'un service essentiel et ralentissant grandement le développement des entreprises de tous les secteurs (agroalimentaires, touristiques, forestières, manufacturières);

CONSIDÉRANT QUE les grands câblodistributeurs ont surtout travaillé à améliorer le service dans les noyaux plus densément peuplés parce que ce sont des secteurs plus rentables, et sachant que face à un service essentiel, il faut une intervention forte de l'État, non seulement sur le plan financier mais aussi sur le plan de la vision requise sur la nécessité d'une couverture Internet pour 100% du territoire;

CONSIDÉRANT un décalage important entre le Canada rural et celui des villes, entre le Québec rural et le Québec urbain;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par M. Julien Chalifoux
appuyé par M. Michael Otis
et résolu unanimement

- **DE DEMANDER** l'intervention du gouvernement fédéral pour que le CRTC déclare les services d'Internet Haute Vitesse et la téléphonie cellulaire comme services essentiels et qu'il y soit souscrit les énergies et les sommes requises très rapidement.

DE DEMANDER à Sébastien Lemire, député de L'Abitibi-Témiscamingue de soutenir toute initiative visant à accélérer le déploiement du réseau d'infrastructure destiné à offrir un service d'internet haute-vitesse et de téléphonie cellulaire pour le territoire de l'Abitibi-Ouest et plus globalement dans les régions mal desservies.

- **DE DEMANDER** au gouvernement du Québec de déclarer les services d'Internet Haute Vitesse et la téléphonie cellulaire à titre de services publics obligatoires et que les services se déploient à un prix comparable dans toutes les régions du Québec

Adoptée

Québec

ATTENDU QUE nous avons été avisés que certains citoyens ont failli avoir un accident à cet endroit;

ATTENDU QU'il semble y avoir un abaissement de la route face au garage municipal;

ATTENDU QUE nous avons fréquemment des bris d'aqueduc à cet endroit;

ATTENDU QU'il serait possible que les bris soient occasionnés par la vibration des camions passant sur l'abaissement;

ATTENDU QUE le fossé de l'avenue Privat se déverse dans le ponceau qui longe la rue Pinard;

ATTENDU QUE l'eau du fossé provient de la route 111;

ATTENDU QUE le ponceau de la rue Pinard arrive en fin de vie ;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par M. Réjean Lord et résolu unanimement d'envoyer une demande au Ministère des Transports pour les points suivant :

- Installer une lumière à l'intersection de la route 111 et le Chemin du Nord
- Réparer l'abaissement de la route en face de notre garage municipal
- Trouver une solution pour le fossé sur l'Avenue Privat qui se déverse dans le ponceau de la rue Pinard.

Adoptée

Rés. #5333-05-20
Formation pour le
SEAO : système
électronique d'appel
d'offre

Il est proposé par M. Julien Chalifoux et résolu unanimement d'inscrire Mme Chantal Martel à la formation sur le SEAO : Le fonctionnement du système électronique d'appel d'offres.

Adoptée

Rés. #5334-05-20
Projet de règlement
Circulation des
camions lourds 04-
20

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DE TASCHEREAU

Règlement 04-20

(Modifie le règlement 103)

Circulation des camions lourds et véhicules-outils

ATTENDU QUE le Code municipal du Québec ainsi que le Code de la sécurité routière accordent aux municipalités locales le pouvoir d'adopter des règlements en matière de circulation des véhicules routiers sur leur territoire;

ATTENDU QU'il est nécessaire de réglementer la circulation des camions et véhicules outils sur les chemins publics dont l'entretien est à la charge de la municipalité afin d'assurer la protection du réseau routier, de protéger l'infrastructure et de conserver la tranquillité des secteurs résidentiels;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été régulièrement donné lors de la séance du conseil tenue le 6 avril 2020;

EN CONSÉQUENCE il est proposé par M. Yvan Fortier et résolu unanimement que le conseil de la Municipalité de Taschereau statue et ordonne ce qui suit :

ARTICLE 1

Le présent règlement porte le titre de « Circulation des camions et véhicules outils » et le préambule précédent en fait partie intégrante.

ARTICLE 2

Dans le présent règlement, les mots suivants ont le sens qui leur est ci-après attribué :

- **Chemin autorisé** : Toute rue non visée par l'article 3 du présent règlement;
- **Camion** : un véhicule routier, autre qu'un véhicule d'urgence, dont le poids nominal est 4 500 kg ou plus, conçu et aménagé principalement pour le transport de biens ou pour le transport d'un équipement qui y est fixé en permanence et de ses accessoires de fonctionnement. Sont également des camions, les ensembles de véhicules routiers dont au moins un des véhicules le formant a un poids nominal brut de 4 500 kg ou plus;
- **Véhicule-outil** : un véhicule routier, autre qu'un véhicule monté sur un châssis de camion, fabriqué pour effectuer un travail et dont le poste de travail est intégré au poste de conduite du véhicule. Aux fins de cette définition, un châssis de camion est un cadre muni de l'ensemble des composantes mécaniques qui doivent se trouver sur un véhicule routier fabriqué pour le transport de personnes, de marchandises ou d'un équipement.
- **Véhicule routier** : un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin; sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur des rails, les bicyclettes assistées et les fauteuils roulant mus électriquement; les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles sont assimilés aux véhicules routiers;
- **Point d'attache** : le point d'attache du véhicule fait référence à l'établissement de l'entreprise, c'est-à-dire au lieu de remisage du véhicule, au bureau, à l'entrepôt, au garage ou au stationnement de l'entreprise;
- **Véhicule d'urgence** : un véhicule routier utilisé comme véhicule de police conformément à la Loi sur la police (RLRQ, c. P-13.1), un véhicule routier utilisé comme ambulance conformément à la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (RLRQ, c. S-6.2), un véhicule routier
-
- de service d'incendie ou tout autre véhicule routier satisfaisant aux critères établis par règlement pour être reconnu comme véhicule d'urgence par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

ARTICLE 3

La circulation des camions et véhicules outils est prohibée sur les chemins suivants, lesquelles sont indiqués sur le plan joint au présent règlement à l'annexe A, qui en fait partie intégrante;

- Chemin du Lac Bazin
- Chemin de la Ligne-de-Fer
- Chemin de la Plage
- Chemin de la Baie-aux-canards
- Chemin de l'Abattoir
- Chemin des Rang 4 et 5 sur la ligne du lot 62 Canton Privat et lot 1 Canton Launay
- Chemin du Lac Genest
- Chemin du Chalet
- Chemin du Commerçant
- Chemin de la Bleuetière
- Chemin de la Mine-Trajan
- Chemin de la Chute
- Chemin du Propriétaire

- Chemin Hamelin
- Chemin du Lac Chavigny
- Chemin de la Traverse

ARTICLE 4

L'article 3 ne s'applique pas aux camions et véhicules-outils:

- a) Qui doivent se rendre à un endroit auquel ils ne peuvent accéder qu'en circulant sur les chemins prévus à l'article précédent afin d'y prendre ou d'y livrer un bien, d'y fournir un service, d'y exécuter un travail, d'y faire réparer le véhicule ou le conduire à son point d'attache;
- b) Qui sont utilisés pour l'entretien du chemin public visé par l'article précédent ou pour l'installation ou l'entretien d'utilité publique qui s'y trouve;
- c) Aux véhicules hors norme circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès au chemin interdit;
- d) À la machinerie agricole, aux tracteurs de ferme et aux véhicules de ferme circulant sur le chemin interdit, tels qu'ils sont définis au Règlement sur l'immatriculation des véhicules routiers (Décret 1420-91, 16 octobre 1991)
- e) Aux véhicules routiers servant au transport de personnes (autobus, minibus, véhicule récréatif), aux véhicules d'urgence et aux dépanneuses.

ARTICLE 5

Le contremaître des travaux est autorisé à installer, conformément au plan joint au présent règlement comme annexe A, aux extrémités des chemins visés à l'article 3 du présent règlement, à leur intersection avec un chemin où la circulation est permise, des panneaux de signalisation conforme au Règlement sur la signalisation routière (c. C-24.2, r41 dont en outre, le cas échéant, les panneaux de signalisation du type P-130-1, P-130-P, P-130-20 ainsi que du type P-130-24)

ARTICLE 6

Tout conducteur de camion ou de véhicule-outil qui doit se rendre à un endroit où la circulation des véhicules lourds est prohibée doit emprunter le chemin autorisé le plus près de son objectif de manière à pénétrer le moins possible dans les zones de circulation interdite.

ARTICLE 7

Toute personne qui contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 300\$ et d'une amende maximale de 600\$;

Le délai pour le paiement de ladite amende et des frais, et les conséquences du défaut au cas de non-paiement de ladite amende et des frais dans le délai imposé par la cour, sont prévus par le Code de la procédure pénale du Québec (RLRQ, c. C-25.1)

Le conseil autorise de façon générale tout agent de la paix à entreprendre des poursuites pénales contre tout contrevenant à toute disposition du présent règlement, et autorise généralement en conséquence ces personnes à délivrer les constats d'infractions utiles à cette fin;

ARTICLE 8

Le présent règlement modifie le règlement 103.

ARTICLE 9

Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication subséquentement à l'approbation du ministère des Transports du Québec, conformément à l'article 627 du Code de la sécurité routière.

Adoptée

Camion vidange Ayant passé au vote pour ce point, le résultat était de 3 conseillers pour et 3 conseillers contre. M. Lucien Côté, Maire a tranché en votant pour la vente du camion.

Rés. #5335-05-20
Camion vidange Il est proposé par M. Henri Lampron et résolu à la majorité de vendre notre camion pour le ramassage des ordures au montant de 8 000\$ plus les taxes applicables à Transport ordurier de la région de l'amiante inc.. Camion de marque Inter, modèle 70S, année 2004, numéro de série 1HTWGADT34J000061.
Adoptée

Rés. #5336-05-20
Demande de Forêt Sélect Il est proposé par M. Julien Chalifoux et résolu à la majorité d'accorder l'augmentation demandé par Forêt Sélecte J. Sylvain Inc, au montant de 1.00\$/TM pour les feuillus et 1,75\$/TM pour le résineux pour une période de 5 ans. Cette augmentation est uniquement pour Forêt Sélecte J. Sylvain Inc lors de la coupe de bois sur nos lots intras.
Adoptée

Rés. #5337-05-20
Soumission camion à neige Il est proposé par M. Réjean Lord et résolu unanimement que nous demandions une soumission pour un nouveau camion avec son équipement pour la neige dont une boîte chauffante neuf.
Adoptée

Rés. #5338-05-20
Emprunt 62 100\$ Il est proposé par M. Henri Lampron et résolu à la majorité de rembourser intégralement le prêt PR2 réf : 87042 qui arrive à échéance le 11 août 2020 avec un solde de 62 100\$. Le remboursement proviendra du « Fond Tembec ».
Adoptée

Période de question Aucune question

Rés. #5339-05-20
Fermeture Considérant que l'ordre du jour est épuisé,
Il est proposé par M. Réjean Lord et résolu unanimement à 21H10 de procéder à la fermeture de la séance du conseil.
Adoptée.

Lucien Côté,
Maire.

Chantal Martel
Directrice générale, Secrétaire-trésorière.